

SEANCE du 10 NOVEMBRE 2015

Nombre de membres afférents au CM:19

Nombres de membres en exercice:18

Qui ont pris part à la délibération: 16

Date de la convocation 4 novembre 2015

Date d'affichage et de transmission en Sous-Préfecture le 18 novembre 2015

L'an deux mil quinze le **10 novembre** à 20 heures 30, le Conseil Municipal des ORMES, régulièrement convoqué s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la Présidence de Béatrice FONTAINE Maire des ORMES

Présents :

Mesdames BENITO Patricia, BRARD Béatrice, CURIEN Véronique, FONTAINE Béatrice, PUGLIA Catherine, ROUSSEL Karine, SAVOURIN Marie-France, TERRIEN Hélène
Messieurs, BODIN Serge, BRUNEAU Jean-Marie, FERRAND Georges, GIVELET Eric, MORTREUIL Dominique, ROUGET Vincent, SABOURIN Jacques, TABUTAUD François

Absents excusés : MOREVE Nathalie MULTON Fabien,

A été élue Secrétaire CURIEN Véronique

Objet de la délibération :

2015/50

**REVISION DU SCHEMA DEPARTEMENTAL DE COOPERATION
INTERCOMMUNALE**

Madame le Maire informe qu'elle a reçu un courrier de Madame la Préfète en date du 14 octobre 2015 lui demandant de saisir le Conseil Municipal et de se prononcer, conformément à l'article L5210-1-1-IV du code général des collectivités territoriales, sur les propositions du Schéma Départemental de Coopération Intercommunale qui concernent la Communauté de Communes Les Portes du Poitou.

En effet, elle rappelle que la loi n°2015-991 du 7 Août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) prévoit la mise en œuvre de nouveaux Schémas Départementaux de Coopération Intercommunale (SDCI). Succédant aux lois n°2014-58 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles du 27 janvier 2014 et n°2015-29 du 16 janvier 2015 (délimitation des régions, élections régionales et départementales et calendrier électoral), la loi NOTRe complète la réforme territoriale.

Ainsi, la révision du Schéma Départemental de Coopération Intercommunale (SDCI) doit être mise en œuvre avant le 31 mars 2016, en application des dispositions de l'article L5210-1-1 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Ce nouveau SDCI ambitionne de rationaliser la carte de l'intercommunalité et de simplifier la coopération intercommunale, en vue d'optimiser son fonctionnement aux échelles les plus pertinentes.

Le 12 octobre 2015, Madame la Préfète a donc présenté lors de la Commission Départementale de Coopération Intercommunale (CDCI) un projet de Schéma Départemental de Coopération Intercommunale. Ce dernier prévoit, pour le territoire de Châtelleraudais, d'étendre le périmètre de la Communauté d'Agglomération du Pays Châtelleraudais aux Communautés de Communes des Portes du Poitou, du Lençloûtrais et des Vals de Gartempe et Creuse. Cet ensemble regrouperait 51 communes et 85 565 habitants. Selon Madame la Préfète, la création d'une Communauté d'Agglomération de plus de 85 000 habitants, centrée autour de la ville de Châtelleraudais, équilibrerait le nord du département et le différencierait de l'agglomération de Poitiers. De plus, cet ensemble assurerait une fonction de porte d'entrée de la grande région, via les axes majeurs

que constituent l'autoroute A10 et la voie ferroviaire L.G.V. entre Paris et Bordeaux. Le poids démographique, les activités industrielles et la localisation de cette communauté d'agglomération seraient des atouts pour renforcer sa visibilité au sein de la nouvelle région.

Madame le Maire rappelle que la **Communauté de Communes Mâble et Vienne et celle de Vienne et Creuse ont fusionné, le 1^{er} janvier 2013, volontairement et sans en être contraintes par des dispositions législatives, pour créer la Communauté de Communes Les Portes du Poitou regroupant ainsi un peu plus de 15 000 habitants sur 17 communes. Ce rapprochement a permis d'augmenter le nombre de compétences exercées et d'opter pour le régime de fiscalité professionnelle unique. Cette fusion a réussi car elle reposait sur une démarche librement consentie et sur une véritable concertation préalable.**

Madame le Maire informe que la loi NOTRe du 7 Août 2015 fixe à 15 000 habitants le seuil démographique pour la constitution d'un Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI) à fiscalité propre. La loi a défini aussi 5 possibilités dérogatoires où ce seuil peut être adapté, sans pouvoir être inférieur à 5 000 habitants. La Communauté de Communes Les Portes du Poitou est concernée par l'une d'elles, à savoir qu'un EPCI à fiscalité propre de plus de 12 000 habitants issue d'une fusion intervenue entre le 1^{er} janvier 2012 et la date de publication de la loi n°2015-991 du 7 Août 2015 dispose d'un « délai de repos ».

Ainsi, du fait de sa composition actuelle et de sa création récente, **la Communauté de Communes Les Portes du Poitou répond parfaitement aux critères démographiques définis par la loi NOTRe.**

Etant une Communauté de Communes récente, Madame le Maire affirme que les élus et les agents se sont énormément investis pour harmoniser les pratiques et les services proposés aux habitants, créer une nouvelle identité, conforter une relation de proximité avec ses usagers, concrétiser des projets utiles pour ses administrés et définir un véritable projet de territoire pour l'avenir. En effet, la Communauté de Communes a engagé de nombreuses dépenses pour répondre à ses enjeux (construction du nouveau siège social de la Communauté de Communes; aménagement d'une nouvelle zone d'activités économiques à Dangé-Saint-Romain, réhabilitation importante de la piscine à Dangé-Saint-Romain, travaux d'aménagement au centre de loisirs ou de rénovation à l'espace jeunes à Dangé-Saint-Romain, nouvelle signalétique, nouveaux supports de communication...), d'autres investissements sont actuellement en cours de réalisation (création d'une Maison de Santé à Saint-Gervais-les-Trois-Clochers, création d'un nouveau site internet, création de nouveaux topoguides de randonnée...). Enfin, pendant plus de six mois, les élus des 17 communes se sont réunis pour définir des orientations pour l'avenir. Ce travail de prospective a permis d'élaborer un véritable projet pour le territoire.

Ainsi, **une véritable dynamique est en marche et il serait donc incompréhensible de l'anéantir maintenant à la fois pour nos habitants et nos entreprises !**

Dans un contexte économique difficile depuis plusieurs années, Madame le Maire informe que le projet du SDCI, s'il devait se réaliser, constituerait un risque majeur sur l'emploi et sur le développement des entreprises. En effet, l'écart très important (écart de plus de 7 points sur le taux de la CFE entre la CC Les Portes du Poitou et la Communauté d'Agglomération) va impacter lourdement les finances des entreprises. Cette pression fiscale supplémentaire va les fragiliser et pourrait les amener à limiter ou à réduire leurs investissements et le recrutement de salariés. Ainsi, il serait **très préjudiciable d'affaiblir l'activité économique du territoire avec un risque sur l'emploi.**

Madame le Maire informe que Madame la Préfète annonce qu'au regard des dotations versées par l'Etat, la nouvelle structure bénéficierait d'un gain financier de 2 452 285 euros par rapport à ce qui est actuellement versé au titre de la Dotation Globale de Fonctionnement. A l'heure où les dotations de l'Etat sont en constante diminution, cette prévision méritera d'être certifiée et confirmée dans le temps. Cet argument financier est une composante parmi tant d'autres qu'il faut prendre en compte. Pour l'avoir expérimenté, Madame le Maire rappelle qu'une fusion, avant de pouvoir envisager des économies d'échelle, crée aussi des nouveaux besoins et des nouvelles

dépenses. Elle précise que le transfert des biens immobiliers (pour plus de 50 000 euros), la renégociation des contrats et des emprunts en cours, l'harmonisation des conditions salariales pour le personnel, la réorganisation des services sont quelques exemples de coûts importants liés à une fusion. De plus, elle ajoute que la situation financière et budgétaire d'une nouvelle structure dépendra fortement des dépenses liées aux compétences qu'elle exercera, d'une part, de la situation financière antérieure des EPCI qui la composeront, d'autre part. En effet, aujourd'hui, les situations entre les quatre EPCI potentiellement concernés sont assez disparates. Elle informe, par exemple, que le montant d'annuité de la dette par habitant varie entre 10 euros pour la CC du Lencloîtreais, 12 euros pour la CC Les Portes du Poitou, 14 euros pour la CC des Vals de Gartempe et Creuse et 44 euros pour la Communauté d'Agglomération du Pays Châtelleraudais.

De même l'encours de la dette par habitant varie entre 69 euros pour la CC du Lencloîtreais, 82 euros pour la CC Les Portes du Poitou, 93 euros pour la CC des Vals de Gartempe et Creuse et 416 euros pour la Communauté d'Agglomération du Pays Châtelleraudais (source : collectivités-locales.gouv.fr ; données consolidées - année 2014).

Aujourd'hui, aucune réflexion n'a été engagée sur les choix des compétences ou des attributions (contribution au SDIS, CIAS) pour l'EPCI envisagé. Les compétences de notre EPCI apportent essentiellement des services de proximité à une population rurale ou péri-urbaine. La Communauté d'Agglomération a des compétences plus urbaines (politique de la Ville, équilibre social de l'habitat, lutte contre la pollution ou les nuisances sonores) et n'exerce pas certaines de nos compétences (Voirie, Petite enfance et Jeunesse par exemple). Elle n'aura certainement pas les moyens financiers de les assumer toutes et un retour de certaines compétences dans le giron des communes serait impossible. Madame le Maire informe qu'une nouvelle fusion entraînera obligatoirement une renégociation des attributions de compensation dans le cadre d'une Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT). Elle rappelle que ce travail long et complexe avait abouti sur un consensus équitable et plutôt favorable aux communes. Elle signale que les arbitrages d'une future CLECT pourraient être moins avantageux pour les communes réduisant encore leurs ressources.

Ainsi, sans s'interdire la possibilité de réflexions et d'actions avec l'extérieur sur des thématiques spécifiques comme l'urbanisme ou le transport par exemple, il serait irresponsable, en tant qu'élus, aujourd'hui de s'engager dans une nouvelle fusion sans une réflexion partagée et la réalisation d'études préalables pour savoir si le nouvel EPCI aura les moyens de répondre à la totalité des enjeux du territoire.

Considérant répondre aux exigences démographiques de la loi Notre,

Considérant une possible fragilisation des activités économiques avec des conséquences néfastes sur les investissements et sur l'emploi,

Considérant le manque d'intérêt d'anéantir, de manière autoritaire, les efforts menés par une structure intercommunale récente s'étant dotée d'un véritable projet pour son territoire,

Considérant le manque d'études préalables pour se positionner,

Considérant l'absence d'un projet cohérent, réfléchi et concerté avec les autres EPCI,

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents, le Conseil Municipal :

- **décide de donner un avis défavorable au projet de Schéma Départemental de Coopération Intercommunale** présenté le 12 octobre 2015 par Mme la Préfète ;
- **Donne tout pouvoir à Madame le Maire ou son représentant pour l'application de cette décision.**

Pour extrait conforme
Aux ormes le 17 novembre 2015
Béatrice FONTAINE
Maire